

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail
égalité

monnaie

République

fraternité

économie

école

santé

laïcité

Europe

individu
société

liberté

Europe

Propositions étayées par les :

- Respectable Loge, L'Etoile bleue, Orient de Toulon, Région 2**
- Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris 2, Région 2**
- Respectable Loge, Science et Solidarité, Orient de Cannes, Région 2**
- Respectable Loge, Louise Michel, Orient de Limoges, Région 5**
- Respectable Loge, Les Démophiles, Orient de Tours, Région 5**
- Respectable Loge, L'Industrie, Orient de Saint-Etienne, Région 5**
- Respectable Loge, Art & Lumières, Orient de Lyon, Région 6**
- Respectable Loge, Les Frères du Mont Laonnois, Orient de Laon, Région 10**
- Respectable Loge, L'Homme et la Société, Orient de Valenciennes, Région 10**
- Respectable Loge, Demain, Orient de Paris, Région 11**
- Respectable Loge, La Parfaite Égalité, Orient Rouen-Canteleu, Région 9**
- Respectable Loge, La Parfaite réunion, Orient d'Aubagne, Région 15**
- Respectable Loge, La Parfaite Amitié, Orient de Pignerol, Italie, Région 15**
- Respectable Loge, La Parfaite Amitié, Orient d'Albi, Région 17**

Nous devons aujourd'hui répondre à la demande d'une nouvelle société européenne, qui correspond à la maturité civile et morale des citoyens et au développement de l'énergie qui en découle.

Face aux nouveaux défis d'aujourd'hui, le message des « pères fondateurs » continue de nous dire de ne pas fermer, mais de continuer avec un esprit ouvert, créatif et tourné vers l'avenir.

La crise actuelle est peut-être le point le plus bas atteint par une Europe unie, d'un point de vue économique et social, mais aussi, malheureusement, d'un point de vue institutionnel. Un résultat diamétralement opposé par rapport aux ambitions et aux souhaits des pères fondateurs.

L'Europe d'aujourd'hui, devenue fragile, incohérente et querelleuse, s'est malheureusement transformée du fait de la prédominance des intérêts financiers par rapport aux intérêts réels des diverses populations qui composent l'Union européenne.

La crise sanitaire a révélé le désarroi des États et une mise en œuvre incomplète de la construction européenne. La pandémie de Coronavirus a été source de déstabilisation notamment en affichant des services de santé et de protection sociale défailants. Cette pandémie a révélé une Europe vieillissante et mal préparée, une Europe impuissante à la fermeture des frontières en dépit de son principe fondateur de libre circulation. Cette situation ruine les solidarités si longuement et péniblement établies entre Européens.

Il apparaît nécessaire de réhabiliter l'idée européenne de 512 millions d'habitants. L'idée d'une Europe supranationale avec une direction politique et législative doit être le chemin.

Tout d'abord, il est nécessaire que le projet européen sauvegarde la planète et protège ses habitants. A cet effet, il faut que l'Europe sanitaire ne soit pas qu'un constat, que l'Europe de l'environnement soit

promue pour ainsi respecter les ressources et passer à une économie propre et circulaire. Il faut alors s'appuyer sur le *Green Deal*.

Ainsi, nous formulons des propositions relatives à l'environnement :

- Investir dans des technologies respectueuses de l'environnement
- Soutenir l'innovation dans l'industrie
- Déployer des moyens de transports privés et publics plus propres, abordables et sains
- Développer le réseau transeuropéen de transport ferroviaire
- Décarboner le secteur de l'énergie
- Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments
- Travailler avec des partenaires internationaux pour améliorer les normes environnementales
- Orienter les États membres vers une agriculture responsable de la biodiversité animale et végétale par la PAC et donc favoriser les aides en ce sens afin d'encourager une agriculture plus respectueuse des animaux

De plus, afin d'assurer notre sécurité sanitaire, nous formulons les propositions suivantes :

- Exiger des États membres une politique sanitaire et sociale d'un haut niveau et harmonisé sur le territoire européen
- Mutualiser les plans tests
- Travailler en communauté sur de nouveaux médicaments
- Concerter nos recherches biologiques
- Favoriser nos infrastructures de communications
- Apporter une réponse globale à la crise sanitaire revêtant une dimension globale
- Accorder une nouvelle compétence à l'Union européenne avec un corps européen d'intervention d'urgence sanitaire
- Mettre en place automatiquement prévue d'un comité des ministres européens chargés de la santé dès l'annonce par l'OMS de l'existence d'une épidémie mondiale. Il validerait sur le plan politique les propositions des organes techniques en matière de réponses proposées, définirait les grands axes d'action proposés. En dehors des périodes de crise, il définirait une à deux fois par an les mesures structurelles s'imposant pour répondre à toutes les menaces sanitaires latentes. Il veillerait au maintien, réparti de façon coordonnée sur le territoire européen, de la production des produits sanitaires et des molécules indispensables
- Rendre obligatoire les mobilités européennes dans les cursus des formations aux métiers médicaux et paramédicaux
- Ne pas laisser les continents africain et asiatique fournir seuls les « cobayes humains » de la recherche médicale
- Rapprocher l'agence européenne du médicament du modèle de l'agence spatiale européenne en lui donnant les possibilités financières de pouvoir lancer de grands projets de recherche et de rapprochement industriel

- Enclencher un travail sur une optimisation de l'offre de lits, en particulier pour les urgences et les réanimations, dans les zones transfrontalières
- Mettre enfin en œuvre la Task Force sécurité sanitaire/catastrophes naturelles dont l'idée a germé à la fin des années 90

En outre, l'avenir de l'Europe se trouve également dans le domaine de la recherche scientifique qui participe à la croissance et l'emploi pour les décennies en cours. Elle est vectrice de compétitivité industrielle, de création d'emplois, de productivité du travail et d'utilisation efficace des ressources. La recherche scientifique et l'innovation sont également présentées comme essentielles pour trouver des solutions aux défis sociétaux tels que le réchauffement climatique, la sécurité, le vieillissement actif et en bonne santé. Ces défis ne peuvent être résolus uniquement nationalement, c'est pourquoi leur rayonnement et leurs modes de financement doivent être européens.

Ainsi, nous avons élaborées des propositions à destination de la recherche au plan européen :

- Reprendre modèle sur le CERN pour repenser l'organisation de la recherche européenne ce qui permettrait d'associer le politique et le scientifique dans le processus de décisions
- Ne pas suivre le mauvais exemple des ERIC qui diluent l'élaboration d'une conscience collective de projet et exacerbe les tensions politiques et financières
- Placer un espoir dans le jeune projet-pilote EIC

De plus, alors que le monde se dirige vers une potentielle récession, un autre domaine doit être considéré celui de la défense. L'Europe doit reconsidérer les dépenses militaires et avancer vers son autonomie stratégique.

Nous avons donc formulé des propositions pour une défense européenne indépendante et responsable :

- Définir une vision stratégique européenne, une diplomatie et une politique de défense communes avec de nouveaux partenariats (Afrique enfin post coloniale) au seul service de la paix
- Mutualiser les ressources militaires et technologiques existantes de l'Europe
- Inscrire l'action de l'Europe dans la légitimité : Opération de Maintien de la Paix de l'ONU, CPI, Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques
- Fédérer les industries de défense navales et terrestres pour faire émerger deux géants européens sur le modèle d'Airbus (aéronautique)
- Doter l'Europe d'une programmation européenne pour investir dans les moyens de lutter contre les nouvelles asymétries comme les guerres électroniques, spatiales ou encore le terrorisme
- Produire les matériels de guerre exclusivement en Europe
- Interdire l'exportation des matériels de guerre depuis l'Europe vers l'étranger (achever les contrats et les engagements de maintenance en cours)
- Sortir de l'OTAN et céder la place de la France au Conseil de Sécurité de l'ONU à l'Europe, signe fort de l'ancrage de la France à l'Europe et vecteur d'une diplomatie européenne
- Fermer les bases américaines en Europe
- Contribuer au développement économique et démocratique de l'Afrique plutôt que d'intervenir dans des opérations militaires risquées et prolongées

- Octroyer plus de pouvoirs régaliens à l'UE en lui donnant la capacité de coordonner une défense européenne en lieu et place de l'OTAN
- Avoir la présence de l'Europe au Conseil de sécurité de l'ONU (la France pouvant déléguer son siège à un représentant de la diplomatie européenne)

Par ailleurs, il nous apparaît primordial de penser de nouvelles solidarités européennes. La poursuite de la construction européenne devra passer par un plein achèvement des solidarités établies mais aussi par un nouveau souffle solidaire.

Ainsi, nous formulons les propositions suivantes afin de conforter la solidarité :

- Mettre en œuvre les solidarités proclamées
- Faire évoluer la doctrine vers l'objectif du bien-être commun.
- Concevoir un projet politique conciliant l'économie et les aspirations légitimes des populations dans la recherche d'un intérêt commun dans le respect des identités nationales
- Adopter et appliquer de manière généralisée des normes environnementales sans exception territoriale aucune
- Renforcer les outils de solidarité culturelle avec une meilleure communication entre les hommes et le partage des valeurs fondatrices de l'Europe (Droits de l'Homme, Démocratie représentative, Justice)
- Rapprocher les fiscalités au sein de l'Union européenne
- Mettre en place une fiscalité écologique et des politiques budgétaires en matière sociale tendant à réduire les déséquilibres sociaux entre États et en leur sein
- Mettre en œuvre une politique migratoire devant s'inscrire dans les besoins à terme d'un continent vieillissant bientôt en manque de main d'œuvre
- Mettre en œuvre une politique européenne d'accueil digne et solidaire, respectueuse des individus et de leurs droits, qui implique que davantage de moyens soient mobilisés pour accueillir et accompagner toute personne souhaitant s'établir en Europe
- Donner la priorité à la cohésion sociale et à la transition écologique pour dépasser les seules logiques de marché et mettre en œuvre un modèle de société durable et plus égalitaire
- Relocaliser certaines productions vers l'Union européenne contribuant ainsi au développement durable
- Privilégier la culture du stock plutôt que celle des flux afin d'éviter la pénurie de produits et de matériels stratégiques qui pourront être partagés équitablement selon les situations locales
- Mettre en place une harmonisation sociale et fiscale pour éviter les dumpings
- Transposer et appliquer au niveau européen l'idée du revenu universel
- Créer une complémentarité santé « européenne » dans l'ensemble de l'Union européenne

Nous constatons depuis quelques années au travers de l'univers médiatique et politique, un désintérêt croissant des citoyens des pays européens au fonctionnement de l'Union européenne. Nous pensons qu'il convient d'avoir une véritable vision pour le bien-être des peuples dans un monde ouvert sans courir le risque de renfermement des pays sur eux-mêmes. Pour cela, il faut que nous construisions la démocratie du 21^{ème} siècle dans un monde ouvert en s'appuyant sur l'organisation qui a créé la paix entre Européens. Il faut que nous donnions envie d'être citoyen européen par les avantages que chacun retire.

Afin de développer un esprit de citoyenneté européenne, il convient avant tout d'améliorer la visibilité de l'organisation de l'Union européenne et en élever le niveau de lisibilité auprès des citoyens sur différents sujets. Ainsi, nos propositions sont les suivantes :

- Écrire un nouveau contrat social pour donner l'envie d'être citoyen européen
- Faire un rapport annuel de l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne afin de pointer les institutions publiques et privées européennes dont les actions seraient en contradiction avec le texte fondateur
- Rendre compte annuellement des conséquences de l'adoption des lois sur la vie des Européens par le biais d'une publication
- Rendre compte à chaque changement de présidence du Conseil, des orientations et des actions conduites dans le cadre des politiques économiques, sociales et culturelles de l'Union
- Clarifier le fonctionnement de la Commission, du Parlement et du Conseil
- Inciter les citoyens à s'abonner aux différents services de communication du Parlement, de la Commission et du Conseil européens en publiant une lettre synthétisant l'activité de ces trois institutions
- Atteindre la plus grande transparence sur les actions des lobbies de façon à clarifier les enjeux du vote de certaines lois voire rompre les liens entre les lobbies et les institutions
- Rendre public les débats organisés par l'Eurogroupe
- Proposer l'apprentissage d'une à deux langues d'usage dans la zone euro pour que l'unité européenne y gagne en cohérence
- Améliorer la diffusion de l'apprentissage de la langue anglaise
- Renforcer l'idée d'un service public européen ou plutôt la délimitation de biens publics européens échappant au marché
- Former à la citoyenneté européenne par un enseignement destiné aux élèves mais également aux adultes (Histoire de la naissance de l'Europe et décryptage de son fonctionnement, les textes fondamentaux)
- Financer des projets européens (littérature, peinture, sculpture, cinéma, recherche fondamentale, technologies de l'information)
- Mettre à disposition, a minima, des extraits d'œuvres des grands penseurs et créateurs européens
- Protéger et faire connaître les spécificités culturelles locales
- Élaborer une Constitution européenne pour que les Européens puissent se reposer sur un document fondateur intégrant les volets du social, de l'économique, du culturel, des sciences, de l'institutionnel, de la santé
- Réactiver les corps intermédiaires classiques tels que les syndicats, les corporations de professions ou d'entreprises, les ONGs, les associations déclarés officiellement.
- Interdire les groupes de pression ne représentant qu'une multinationale ou un groupement de sociétés privées
- Proposer un réel statut juridique européen ouvrant des droits civils mais également instituant des devoirs comme par exemple la participation à un service citoyen au profit de la communauté européenne

- Permettre un accès effectif aux droits fondamentaux partout et pour tous, avec l'application concrète des droits sociaux et la mise en place de mécanismes coercitifs à l'égard des États ne respectant pas ces droits
- Instituer une sécurité sociale européenne, un revenu minimum, un droit au logement, au travail etc. Plus globalement initier de grands projets sociaux conçus pour l'intérêt général des citoyens
- Élargir le champ d'action de la Cour de justice de l'Union européenne
- Créer une agence qualifiée pour juger de l'application des lois et évaluer leurs impacts sur les peuples européens
- Identifier tous les scénarii d'évolution de la politique européenne et proposer des orientations recouvrant les besoins de l'économie, du social, du culturel, des sciences, de l'institutionnel, de la santé ... mais également les impératifs en termes d'aménagement des territoires avec comme références, la Constitution européenne et la Convention européenne des droits de l'homme
- Favoriser le financement de projets de communautés transfrontalières et/ou interrégionaux bi ou multinationaux.
- Mettre en œuvre un New Deal européen pour relancer les énergies publiques et privées autour de préoccupations planétaires
- Relancer la participation des salariés dans les entreprises européennes
- Créer des parcs naturels et des zones franches transfrontalières.
- Élaborer une signalétique européenne (deux langues au moins) identifiant les institutions publiques, les panneaux routiers, les hôtels etc.
- Améliorer les axes routiers, aménager les aéroports... de façon à faciliter les flux
- Développer des médias bi ou multinationaux (à l'image de ARTE).
- Faciliter la réception de toutes les chaînes publiques européennes.
- Mentionner dans tous les lieux publics la devise de l'Europe : « Unis dans la diversité » et afficher dans les lieux les plus opportuns la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme
- Nommer un ministre de l'Europe en remplacement du commissaire pour que celui-ci rende compte à la nation
- Pouvoir voter pour un mouvement ou un parti européen ou établir des listes transnationales aux élections européennes, sur de vrais programmes, et non plus des listes par pays, permettant ainsi de donner plus de pouvoirs au Parlement de l'Union
- Permettre aux Européens de participer à toutes les élections locales de leur pays de résidence (communales, départementales et régionales)
- Transformer le concept de jumelages en partenariats citoyens
- Identifier des mesures concrètes visant à développer chez chaque citoyen une fierté d'être européen au sein du monde
- Vérifier et parachever l'harmonisation totale des diplômes et des statuts
- Créer une certification pour un parcours ERASMUS

- Procéder à des échanges scolaires ou projets communs dans le secondaire confrontant les jeunes à la nécessité d'un dialogue avec leurs homologues européens dans une attitude tolérante pour les impliquer dans ce que sera la construction de leur avenir
- Permettre à tout citoyen de payer un certain pourcentage de son impôt sur le revenu au profit de l'Union européenne pour alimenter un fond destiné aux financements de projets socio-culturels

Enfin, il est indéniable que la crise sanitaire actuelle a révélé des carences au sein de l'Union européenne. Cette dernière doit alors se réformer pour mieux se faire comprendre, pour peser plus fortement sur la scène internationale et ne pas laisser la main à des partis populistes.

Ainsi, nous proposons quelques pistes afin de repenser l'Europe :

- Avoir un fonctionnement plus transparent et plus démocratique avec une meilleure association des citoyens européens aux décisions de l'Union
- Renforcer les liens politiques et juridiques entre les États de l'Union européenne notamment par une révision des règles de votation qui bloquent des avancées en systématisant la majorité qualifiée plutôt que l'unanimité
- Constituer une Fédération européenne regroupant les seuls États qui témoigneraient leur attachement aux valeurs humanistes de l'UE retenues à l'article 2 du Traité de l'Union européenne
- Créer un gouvernement européen qui gère les grands domaines de compétences qui devront être transférés à l'Europe : défense, immigration, économie, lutte contre le terrorisme ou le grand banditisme, transition écologique, positions de politique étrangère ce qui entraînerait de fait la fin des décisions unanimes à 27, ce gouvernement étant élu directement par le Parlement
- Créer un gouvernement européen pour parler d'une seule voie en temps de crise ayant pour but de préparer et d'anticiper les crises à venir d'ordre sanitaire ou sécuritaire
- Faire de la santé une compétence de plus en plus européenne
- Soutenir un nouvel élargissement aux Balkans occidentaux comme une chance après le départ du Royaume-Uni
- Donner plus d'importance au Parlement européen en défendant tous les choix politiques allant dans ce sens
- Participer activement aux futures discussions du Débat sur l'Avenir de l'Europe qui se terminera sous la présidence française en 2022
- Définir une nouvelle gouvernance telle que le fédéralisme qui permet d'aller plus loin avec la mise en place de réelles politiques européennes en y associant une gouvernance démocratique, transparente et citoyenne.
- Définir clairement un nouveau projet d'Union au regard des défis à relever en permettant ainsi aux peuples des différentes des nations de l'Union européenne de s'exprimer sur le type d'Union européenne qu'ils souhaitent (Europe fédérale ou Europe des nations)